

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le bras de fer de François Hollande et d'Angela Merkel

- Economie -

Date de mise en ligne : lundi 14 mai 2012

Démocratie & Socialisme

Nous publions ici un extrait d'un article à paraître dans la revue Démocratie&Socialisme n°195 de mai.

Face à l'échec de sa politique et aux levées de bouclier qu'elle suscite partout en Europe, Angela Merkel va-elle-être obligée de reculer ? Déjà, elle se met à prononcer le terme de « croissance », alors qu'elle s'y était toujours refusée jusqu'alors.

Quelle croissance ?

Mais François Hollande et Angela Merkel ne donnent pas le même contenu au terme « croissance ». Pour François Hollande, il s'agit de s'opposer à l'austérité et de ne réduire les déficits que si la croissance le permet. Pour Angela Merkel, la croissance est renvoyée au long terme, lorsque les « réformes structurelles » auront permis à l'Union européenne de concurrencer les pays émergents. Un objectif totalement hors de portée alors que l'euro cher pénalise gravement les exportations européennes et que la productivité du travail en Europe augmente deux à trois fois moins vite que dans les pays émergents. En attendant, il faut diminuer les salaires et les prestations sociales, tirer un trait sur les systèmes de sécurité sociale, en finir avec le CDI et le salaire minimum. Quand Angela Merkel fait écho à la proposition de François Hollande de financer des projets européens de développement, elle reprend la balle au bond mais en refusant que ces projets puissent être financés par des fonds publics (à l'exception des 80 milliards d'euros soi-disant inemployés des « fonds structurels »). Il est évident, de surcroît, que les projets de développement de Merkel vont de pair avec sa politique de privatisation des entreprises d'énergie et de transports (la Grèce généralisée à toute l'Union européenne) et qu'il s'agit, pour elle, de donner un sérieux coup de pouces aux nouvelles entreprises privées de ces secteurs.

La France de gauche n'est pas isolée

Les élections locales qui ont lieu, aujourd'hui, en Europe, indique dans quelle direction souffle de le vent. La droite risque de perdre aux prochaines échéances électorales nationales dans bien des pays européens, notamment en Allemagne.

Des gouvernements de droite (en Espagne, au Portugal, en Italie...) considèrent l'élection de François Hollande comme un moyen de desserrer l'étau imposé par la politique de réduction prioritaire des déficits, imposée par Sarkozy et Merkel.

En Allemagne, Angela Merkel elle-même est obligée de réunir les 2/3 des suffrages des députés pour pouvoir ratifier le TSCG. Elle est donc obligée de faire des concessions au SPD. Il est donc tout à fait possible de tenir tête à Merkel et de lui imposer un nouveau traité, un compromis, dans un premier temps, mais qui indiquerait clairement une direction différente de celle que suit aujourd'hui l'Union européenne.

Il restera ensuite, à transformer l'essai, à sortir d'une situation intenable où austérité et croissance ne peuvent coexister, cette coexistence ayant autant d'avenir que celle d'un chauffe-plat dans un congélateur. Une situation tout aussi contradictoire où l'on chercherait à « rassurer les marchés » tout en voulant les mettre au pas et « dominer la Finance ».

Jean-Jacques Chavigné